



"Travailleurs de tous les pays,
unissons-nous !" Karl Marx

RENAULT Cléon

Le 15/10/2012

La paix capitaliste c'est la guerre sociale ou la guerre tout court

Non, on ne rêve pas quand Hollande fait de la France le défenseur en titre des droits de l'Homme en Afrique. Non, l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne n'est pas un gag.

Faut-il se glorifier que depuis soixante ans les principales puissances européennes ne se sont pas entretuées comme elles l'ont fait à deux reprises lors de la Première et de la Seconde guerres mondiales ? Quant à prétendre que l'Union Européenne a assuré la paix sur le continent depuis soixante ans, c'est avoir la mémoire courte. Oubliée la guerre qui a ensanglanté les Balkans il y quinze 15 ans ! Oublié le massacre de Srebrenica !

Et oubliées, surtout, les guerres infectes menées par ces mêmes puissances en dehors de l'Europe pour préserver leur domination en Algérie, au Vietnam, au Moyen-Orient. Oh, la guerre n'est pas sur le sol de l'Union européenne, mais des soldats français, britanniques, espagnols bombardent et tuent en Afghanistan. Si des troupes françaises sont basées en Afrique, ce n'est pas pour promouvoir les droits de l'Homme mais pour voler au secours de dictateurs mal en point.

Présenter la France, ou l'Union européenne, comme facteurs de paix, de coopération et de solidarité est une sinistre comédie.

D'autant plus sinistre en ce qui concerne l'Union européenne, qu'elle menace d'éclater. La crise et les attaques spéculatives contre la zone euro opposent les pays européens les uns aux autres, creusent les inégalités, confortent la tutelle des deux impérialismes dominants, la France et surtout l'Allemagne, sur les autres. Les réflexes égoïstes, protectionnistes et nationalistes sont autant de menaces d'affrontements pour l'avenir.

Ce prix Nobel de la paix est d'autant plus déconnecté de la réalité qu'en Europe, des millions de travailleurs perdent leur travail, leurs économies, leurs biens et voient leur existence mise en danger. Des millions de travailleurs en sont à se demander comment vivre avec un salaire en moins dans la famille. Comment surnager avec un revenu amputé d'un tiers, voire de moitié comme en Grèce ? Comment survivre avec une pension de retraite inférieure au loyer ? Où trouver de quoi manger ? Comment se loger, se chauffer ?

La crise a aggravé la guerre sociale en aggravant l'exploitation et la rapacité patronale, et aucune région au monde n'y échappe.

En Afrique, où un salaire de 100 ou 200 euros paraît un privilège à l'écrasante majorité qui est au chômage, cette guerre sociale est d'une tout autre ampleur. La colonisation d'abord, puis l'impérialisme ont condamné les pays d'Afrique au sous-développement, les transformant en réservoirs de matières premières et de bras à exploiter.

Aujourd'hui le pillage des ressources minières de l'Afrique par les multinationales françaises se poursuit : Areva pour l'uranium, Total pour le pétrole, Rougier pour les essences de bois. Bolloré et Bouygues contrôlent le commerce, les ports, les chemins de fer en Côte-d'Ivoire et au Sénégal. Tant que ces multinationales seront présentes, la Françafrique a de beaux jours devant elle.

Ce n'est pas par amour de la langue française que Hollande a participé au sommet de la francophonie à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), mais pour y défendre les intérêts des capitalistes français. Hollande peut faire son cinéma sur la démocratie et les droits de l'Homme, il peut se pincer le nez en serrant la main à Kabila, dictateur de la RDC, ou à Bongo, le maître du Gabon, il compte sur eux pour assurer l'ordre et les affaires françaises.

En dépit des grands discours sur la non-ingérence, la France intervient en permanence pour défendre son pré carré africain. Elle est intervenue militairement en avril 2011 pour aider Ouattara à accéder au pouvoir en Côte-d'Ivoire et elle veut aujourd'hui intervenir au Mali. Ces interventions se font toujours au nom de la démocratie, de la liberté contre le terrorisme, mais elles sont en réalité le moyen pour l'État français de protéger la chasse gardée des grands groupes français.

Tant que le pouvoir économique appartient au grand capital et le pouvoir politique à ses hommes de main, les classes exploitées et les peuples opprimés n'auront droit qu'à des discours doucereux des chefs d'État, des prix Nobel d'hypocrisie et l'exploitation, les coups et la misère, toujours.

VERSEZ À LA COLLECTE !

Demain jeudi, à toutes les portes, en équipe comme à la normale, une collecte au drapeau sera organisée pour aider à la parution du bulletin Lutte Ouvrière.

Si vous appréciez la « feuille orange », alors demain, soyez nombreux à la soutenir financièrement !

PAUSE RALLONGÉE !

Au Bât F, le danger est partout... même pendant les pauses. Il y a une dizaine de jours, plusieurs camarades des Vilebrequins se sont retrouvés coincés dans la salle de pause, la porte étant impossible à ouvrir. Les pompiers, appelés au secours, ont démonté une vitre pour enfin les délivrer.

On vit l'aventure tous les jours à l'usine... En tout cas, on a pris notre temps et on s'est bien marrés pendant ce temps-là !

ON A NOTRE ARME SECRÈTE

Impossible de savoir le nombre de JCC qui seront posés à la fin de l'année au Moteur M.

Il y a des bruits mais on a vraiment l'impression que c'est un secret d'État bien gardé.

Si on ne nous dit rien... on va faire appel au James Bond de l'usinage !

Lui, il sait comment rentrer dans les bureaux les mieux gardés !

BOUH ! ON T'A VU !

Au 4546, le remplaçant habituel du CU n'a pas toujours l'air très bien... Arrivée 21H, il se planque pour voir si nous ne quittons pas notre poste avant l'heure.

Ce n'est pas de sa faute. Il paraît que les parties de cache-cache de son enfance lui manquent énormément.

SI C'EST PAS DE L'AMOUR...

Dans certains secteurs, maintenant on a le droit à un ré-accueil au bout de 4 jours d'absence.

Ils vont finir par nous convoquer tous les lundis pour voir si on a passé un bon week-end...

RADINS OU INCAPABLES ?

Au 4156, Culasses Flex Bât E, mardi dernier, on nous a annoncé un JCC pour le vendredi suivant... et contre-ordre le mercredi, pour l'annuler. Entre les deux, il y avait eu une panne, au point que la nuit n'avait sorti aucune pièce.

Tout ça parce que la hiérarchie ne voulait pas dépenser... 2500 € pour le dépannage.

Si le chef de département a besoin d'argent, deux solutions : il fait le tour des directeurs pour qu'ils se cotisent, ou au pire, il tente la collecte aux portes.

DÉLÉGUÉ SALARIÉ OU PATRONAL ?

À la dernière réunion d'UET, au 4247 Bât F, nous étions en train de suivre une formation sur la sécurité, quand le C.A. est arrivé tout affolé car certaines machines étaient arrêtées.

Il a décidé de faire stopper sur le champ la formation... C'est vrai que pour lui la sécurité importe peu, il est délégué au CHSCT du Bât F, mais ce n'est pas très important, il ne fait ça que pour faire plaisir à la direction !

UN BORDEL INORGANISÉ

Si la direction ne voulait pas que les ouvriers votent pour le conseil d'administration... Elle n'avait qu'à le dire.

Au moins, ça aurait été clair !

FAISONS-NOUS PLAISIR !

La direction a expliqué en réunion des délégués du personnel que les opérateurs n'avaient pas besoin d'aller manger au restaurant, que les distributeurs leur suffisaient.

Rien que pour la démentir, si on allait tous manger au restaurant... on verrait alors la tête qu'ils feraient !

ON N'EST PAS DANS LE MÊME CAMP

Mardi 9 octobre, les camarades de Cléon qui sont allés manifester à Paris avec d'autres travailleurs de l'Industrie n'ont pas pu entrer au salon de l'Auto.

Le gouvernement, qui se prétend « de gauche », a préféré envoyer les CRS pour nous empêcher de manifester contre la destruction des emplois...

Ceux qui cassent et détruisent, ce sont pourtant les patrons, et en particulier ceux de l'automobile.

Le gouvernement a pris position.

VIVE LA FÊTE

Samedi 17 novembre, Lutte Ouvrière organise sa fête à Oissel de 17H à tard dans la nuit.

Jeux, activités pour les enfants, mini-conférence scientifique, apéritif, Couscous, bal, etc.

Entrée et repas : 12€. Entrée gratuite et repas à 7€ pour les enfants – de 14 ans. Tout gratuit pour les petits !

Débat à 18H sur les licenciements et la situation dans l'automobile avec Jean-Pierre Mercier (militant ouvrier de PSA).

Réservez dès maintenant cette date et venez nombreux !